

Maison pour Tous de RIVERY

Statuts de l'association

TITRE I – BUT DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Création

Il est créé à RIVERY une Maison Pour Tous, Association d'éducation populaire et culturelle régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901, agréée Centre Social et Animation Collective Familles.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est à RIVERY, Pôle Socio-Culturel Jean Cayeux. Celui-ci pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de son Conseil d'Administration.

Article 2 – But

La Maison Pour Tous a pour ambition d'offrir à la population, enfants et jeunes comme adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une communauté. Elle basera ses actions sur les envies ou besoins des familles pour développer leur pouvoir d'agir.

Dans ce cadre, l'Association assure la gestion et le fonctionnement de la Maison Pour Tous de RIVERY et des locaux mis à sa disposition à titre gracieux par la municipalité de RIVERY pour l'organisation d'activités, de rencontres, conférences, manifestations diverses en correspondance avec la convention d'objectifs et de moyens établie entre les deux parties.

Article 3 – Publics accueillis

La Maison Pour Tous est ouverte à tous. Le règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration fixe les modalités d'adhésion à l'Association. Certaines activités sont ouvertes aux non adhérents.

Article 4 – Laïcité

La Maison Pour Tous est laïque, c'est-à-dire respectueuse des convictions personnelles (politiques, syndicales, religieuses) de chacun. Elle s'interdit toute attache avec une obédience, qu'elle soit politique, syndicale ou religieuse.

Article 5 – Affiliations et agréments

La Maison Pour Tous pourra adhérer à toutes fédérations ou être agréée par des institutions publiques dans le respect des présents statuts et après validation par le Conseil d'Administration.

TITRE II – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6 – Composition de l'Association

Tous les Membres de l'Association partagent les valeurs défendues et actions portées par celle-ci. Elle se compose :

- De membres adhérents : personnes physiques ou morales à jour de leurs cotisations fixées par l'Assemblée Générale. L'adhérent a le droit de vote lors de l'assemblée générale,
- De membres de droit : quatre membres élus de la municipalité ayant le droit de vote
- De membres associés : partenaires associatifs ou représentant les institutions scolaires publiques de la commune. Ces membres sont cooptés par le Conseil d'Administration et représentés par une personne mandatée (voix consultatives) pour une durée d'un an renouvelable à compter de la date de cooptation par le CA.

L'adhésion familiale annuelle est valable du 1er juillet de l'année au 30 juin de l'année suivante. Elle est fixée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. Les Membres de droit et associé ne peuvent pas être élus au Bureau du Conseil d'Administration.

Article 7 – Perte de la qualité de Membre

La qualité de membre se perd :

- Par non-paiement de la cotisation annuelle,
- Par démission donnée par lettre adressée au Président de l'Association,
- Par cessation d'activités pour les personnes morales,
- Par radiation prononcée pour motifs graves par le Conseil d'Administration. Le règlement intérieur précise la procédure de radiation et la procédure permettant au membre de se défendre. Afin d'éviter toute discrimination, le Conseil d'Administration s'engage en cas de refus à motiver sa décision auprès de l'intéressé.
- Par décès.

Article 8 – Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Conseil d'Administration en session normale au moins une fois par an.

La convocation est transmise par affichage au sein de l'association et sur son site internet au moins 2 semaines avant la date prévue. Chaque adhésion donne droit à une voix. Peuvent voter à l'Assemblée Générale tous les Membres adhérents présents à l'Assemblée Générale âgés de 16 ans révolus à jour de leurs cotisations et ayant adhéré depuis plus de 6 mois à la date de l'Assemblée Générale.

Article 9 – Délibération Assemblée Générale

L'Assemblée Générale approuve ou non, selon un mode de scrutin choisi par celle-ci (à main levée si l'ensemble des membres en est d'accord ou à bulletin secret si au moins un des membres en émet le souhait), l'ensemble des points à l'ordre du jour et choisit ses représentants au Conseil d'Administration.

Article 10 – Composition du Conseil d'Administration

L'Association est gérée entre deux Assemblées Générales par un Conseil d'Administration, organe de gestion et d'administration de l'Association. Ses membres, dénommés administrateurs se présentent en trois collèges, les membres du Conseil Administration doivent jouir de leurs droits civils et civiques pour siéger au sein de celui-ci.

- Collège des Membres adhérents : Ces représentants doivent être adhérents de l'Association depuis plus d'un an pour pouvoir proposer leurs candidatures lors de l'Assemblée Générale. Ils sont élus par celle-ci. Le nombre de membres de ce collège est compris entre 7 et 13 membres.

Ces membres sont élus pour 3 ans, et doivent rester à jour de leur cotisation tout au long de leur mandat ; ils sont renouvelés par tiers lors de chaque Assemblée Générale ordinaire. Un membre peut être candidat à sa réélection sans limite.

La moitié au moins des membres du Conseil d'Administration doit avoir atteint l'âge de la majorité légale.

En cas de vacances sur ce collège pendant la durée du mandat, le Conseil peut coopter un membre jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

- Collège des membres de droit : quatre membres titulaire élus de la municipalité ayant le droit de vote (soit quatre voix pour la Mairie de RIVERY).
- Collège Membres associés : Ces membres sont présents à titre consultatif (pas de droit de vote). Les membres associés sont cooptés par le Conseil d'Administration pour une durée d'un an à compter de la date de cooptation par le CA.

Tout salarié de l'association peut participer aux travaux du CA à titre consultatif et/ou technique ainsi que la Fédération des Centres sociaux des pays picards

Article 11 – Délibérations au Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Bureau ou sur demande du tiers des votants du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du ou de la Président(e) est prépondérante.

Le choix du mode de scrutin est identique à celui de l'Assemblée Générale. Chaque votant ne peut avoir plus d'un pouvoir en sa possession en plus de sa propre voix. La présence du tiers des Membres votant est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu un compte rendu de chaque séance qui est validé lors du CA suivant.

Les convocations pour les CA sont envoyées par voie numérique au moins 15 jours avant la date de la rencontre. Les comptes-rendus sont également envoyés par voie numérique aux membres du Conseil d'Administration.

Article 12 – Rôles et fonctions du Conseil d'Administration

Il est responsable de la bonne marche de l'association en fonction des orientations fixées par l'Assemblée Générale. Il supervise les réalisations à court, moyen et long terme, dans le cadre du projet associatif en ayant les spécificités suivantes :

- Il arrête le projet de budget annuel présenté en comparaison des deux dernières années réalisées qui est présenté et voté à l'AG
- Il désigne ses représentations au sein de l'ensemble des Institutions dans lesquelles siège l'Association,
- Il prépare les documents pour présentation à l'Assemblée Générale
- Il assure le suivi du budget.

Article 13 - Composition du Bureau

A l'issue de L'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration élit, parmi ses administrateurs, son Bureau qui comprend :

- Un Président pouvant être assisté d'un Vice-Président,
- Un Trésorier pouvant être assisté d'un Trésorier adjoint,
- Un Secrétaire pouvant être assisté d'un Secrétaire adjoint.

Un administrateur mineur ne peut être élu ni Président ni Trésorier. La moitié au moins des membres du Bureau doit avoir atteint l'âge de la majorité légale.

Tout salarié peut être invité à participer au Bureau de l'association (appui technique).

Article 14 – Indemnités et remboursement de frais

Les membres du Conseil d'Administration et du Bureau ne peuvent recevoir aucune rétribution pour les fonctions qui leurs sont confiées. Toutefois, ils peuvent être indemnisés pour leurs frais réels sur présentation de justificatifs et selon les modalités définies par le règlement intérieur.

Article 15 – Mission du Bureau

Le Bureau prépare les travaux du Conseil d'Administration. Il est chargé d'assurer l'ensemble des tâches à caractère administratif et technique découlant des décisions prises par le Conseil d'Administration.

Le Bureau peut recevoir toute délégation de tâches du Conseil d'Administration non contraires aux dispositions statutaires. Il est notamment chargé, par délégation du Conseil d'Administration, d'assurer la fonction employeur et assure le suivi et la continuité du projet associatif.

Article 16 – Rôles au sein du Bureau

Le ou la Président(e) représente en justice et dans tous les actes de la vie civile l'association. Il (ou elle) reçoit mandat pour engager l'association par sa signature (réservation, engagement financier...). Il (ou elle) peut se faire suppléer par un mandataire pour un objet précis.

Le (ou la) Vice-Président(e) seconde le ou la Président(e) dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le (ou la) Trésorier(e) assure le suivi des comptes et du budget de l'Association.

Le (ou la) Secrétaire est chargé du suivi des convocations, de la rédaction des comptes rendus, de la correspondance et de la tenue des registres.

Le règlement intérieur pourra préciser les mandats du Bureau et les liens entre Bureau et le Directeur (délégations).

Article 17 – Règlement intérieur

Le Conseil d'Administration établit et valide le règlement intérieur de l'association qui diffère du règlement intérieur du personnel de l'association.

TITRE III – RESSOURCES ANNUELLES

Article 18 – Ressources

Les ressources de l'Association comprennent :

- Les cotisations et la participation des adhérents,
- Les subventions de l'État, de l'Europe, des Collectivités Territoriales dont celle de la Municipalité de RIVERY, du conseil Départemental et Régional et les Établissements Publics dont la CAF de la Somme, dans le cadre des conventions d'objectifs,
- Les dons éventuels,
- Toutes autres ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

TITRE IV – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin, ou sur la demande du tiers des membres votants du conseil d'administration, ou sur la demande du tiers des membres de l'association, une assemblée générale extraordinaire peut se tenir. Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'Assemblée Générale ordinaire. Dans le cas où le/la Président(e) ne convoquerait pas l'Assemblée dans un délai d'un mois tout membre du Conseil d'Administration peut le faire.

TITRE V – MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION

Article 19 – Modification des statuts

Les Statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition :

- Du Conseil d'Administration,
- Ou d'au moins un tiers de ses membres adhérents.

Le projet de modifications des statuts doit être communiqué aux membres convoqués lors de l'Assemblée Générale extraordinaire au moins deux semaines avant celle-ci dans les mêmes conditions que l'article 9 quant à sa diffusion.

Article 20 – Dissolution de l'Association

L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association doit comporter au moins un quart de ses membres adhérents (quorum de dissolution). Si ce n'est pas le cas, l'Assemblée Extraordinaire se réunira au moins cinq jours après cette première date sans quorum. Elle ne peut prononcer la dissolution qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.